

Ni la santé, ni le savoir ! ne sont des marchandises

Ni l'hôpital ni l'université ne peuvent être des entreprises !

Aujourd'hui, les hôpitaux se mobilisent contre la loi Bachelot. Dans les universités et les organismes de recherche, nous sommes en grève depuis bientôt trois mois contre la loi relative aux Libertés et aux Responsabilités des Universités (LRU), le Pacte pour la Recherche et les décrets qui en découlent. Ces textes participent d'une même logique désastreuse et les parallèles sont frappants jusque dans les détails.

La santé, le savoir, l'éducation, la recherche sont des biens précieux. Leur développement, le libre accès de tous à leur jouissance sont les marques du progrès d'une société. Ils sont les conditions de la liberté de chacun et la base de l'épanouissement de tous.

En accélérant leur marchandisation, en soumettant l'hôpital, l'université et la recherche à la pression renforcée des intérêts privés et à la seule logique de la rentabilité, le gouvernement prend une responsabilité écrasante. C'est une logique d'ensemble qui se met en place, la logique d'une société plus injuste, plus inégalitaire et plus brutale. Une logique qui s'attaque, à travers les services publics, aux intérêts vitaux de l'ensemble de la population et d'abord à ceux de ses composantes les plus fragiles. Une logique que nous ne pouvons en aucun cas accepter.

La « gouvernance » contre la liberté

La loi LRU et la loi Hôpital, Patients, Santé, Territoires instaurent une « gouvernance » des établissements au mépris de la collégialité, des libertés académiques et de l'indépendance scientifique et intellectuelle indispensable aux progrès de nos disciplines. Dans les universités, le pouvoir renforcé des présidents, comme le mode d'élection des conseils, interdit tout libre exercice du débat démocratique. À l'hôpital, le directeur concentre tous les pouvoirs hors de tout contrôle.

Les statuts nationaux des personnels sont remis en cause au profit d'un assujettissement direct aux hiérarchies locales désormais seules responsables des évolutions et des déroulements de carrière. L'externalisation des tâches et des fonctions s'étend à l'ensemble des services publics. La précarité se généralise et les suppressions massives d'emplois aggravent le sous-effectif chronique, renforçant la pression sur des salaires déjà scandaleusement insuffisants.

Dans la santé, comme dans l'enseignement supérieur et la recherche, ce sont les conditions de travail et d'existence de l'ensemble des personnels de toutes les catégories qui sont visées.

.....
*les porte-parole de la **Coordination Nationale des Universités***
contact : porte-parole@cnu.lautre.net
.....

Le service public de plus en plus privé !

Le financement des établissements par les intérêts privés et la volonté affichée de convergence avec les entreprises soumettent les missions et les impératifs du service public aux exigences à courte vue des pouvoirs financiers. Les universités, demain autonomes mais contraintes de trouver des financements de remplacement face au désengagement de l'État, délivreront des diplômes « professionnalisés », adaptés aux besoins immédiats des entreprises des bassins d'emplois voisins, mais moins riches en contenus et dévalorisés par la perte des cadres nationaux.

Mises en concurrence et appauvries, elles devront augmenter les frais d'inscriptions pour trouver dans la poche des étudiants les moyens de fonctionner. Comme dans les hôpitaux-entreprises alignés sur le fonctionnement des cliniques privées, c'est un système à plusieurs vitesses qui se met en place, avec des universités prestigieuses pour les étudiants qui auront les moyens de les financer, un enseignement au rabais dans des établissements appauvris pour les autres et une dégradation générale de l'accès de tous aux soins, à la santé, aux savoirs, à la formation et à la culture.

Répondre ensemble à une attaque globale

C'est bien un projet cohérent qui se met place dans les universités, les hôpitaux et la recherche, mais qui vise, au-delà, l'ensemble des services publics. Face à ces attaques sans précédent, nous devons prendre la mesure de nos responsabilités.

Depuis presque trois mois, le gouvernement n'a opposé, au refus unanime de l'ensemble de la communauté universitaire, que mépris et manœuvres en trompe-l'œil. Nous n'acceptons pas que l'avenir des universités et de tout le système de recherche, pas plus que celui des hôpitaux et de la santé, ne soit réglé par des textes adoptés en catimini, pendant les vacances d'été pour la loi LRU, en pleine nuit pour la loi Bachelot, sans aucune concertation sérieuse avec les communautés concernées et sans que nos concitoyens n'aient réellement été informés de ce qui les attend à très court terme.

Mardi 28 avril, nous sommes ensemble dans la rue. Cette date doit être un premier pas dans la construction de l'unité entre les secteurs de la santé, de l'éducation et de la recherche et, au-delà, pour la défense du service public. La Coordination Nationale des Universités réaffirme sa solidarité avec le mouvement des hôpitaux, ainsi que sa volonté de construire, ensemble, une mobilisation à la hauteur de ces enjeux historiques. Le 1^{er} mai sera le point d'orgue de cette unité, faisons le résonner, au delà, par de nouvelles dates de manifestations, communes et unitaires.